

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2026.03.104.MM
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite sur le site de STEINER à Saint-Marcel avait pour objectif de contrôler certaines prescriptions sur la prévention de la pollution accidentelle de l'eau (schéma des réseaux, stratégie d'entretien et de surveillance, gestion des dysfonctionnements). La vérification sur le terrain s'est focalisée sur la STEP et la maîtrise des opérateurs de la gestion des dysfonctionnements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS STEINER

- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de Saint Marcel.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Sans objet
2	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
3	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier que les moyens mis en place pour prévenir les pollutions accidentelles étaient conformes aux prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée :

<p>Art. 4 :</p> <p>II. [...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>[...]</p> <p>Art. 43 (eaux pluviales) :</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des eaux usées et des eaux pluviales daté de 2017. L'exploitant a bien précisé qu'il n'y avait eu aucune évolution du réseau depuis cette année là.</p> <p>Sur le plan, les réseaux sont bien séparés. Il distingue:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux industrielles traitées en STEP - les eaux pluviales acheminées vers le réseau EP communal - les eaux vannes acheminées vers le réseau EU communal <p>On identifie aussi deux zones sur lesquels aucun stockage de matière n'est autorisé car la configuration de ces endroits fait que tout déversement irait immédiatement vers les avaloirs des eaux pluviales. Lors de la visite sur site, le contrôle de l'une des deux zones a bien révélé l'absence de stockage sur celle-ci.</p> <p>Pour tout le reste du site, les déversements accidentels seraient acheminés vers la STEP du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur</p>

<p>étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance du réseau des eaux usées se fait par passage caméra, la dernière intervention date de 2021, elle a été effectuée par un prestataire externe. L'exploitant suit un plan d'entretien annuel, le dernier curage a eu lieu en août 2025.</p> <p>Il n'y a pas d'entretien pour le réseau d'eau pluviale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bac de 500 m³ en amont de la STEP permet de stocker les effluents aqueux en cas de dysfonctionnement.</p> <p>Le dispositif est actionnable localement mais aussi depuis le poste de contrôle, il doit être mieux identifié sur le terrain. Les opérateurs ont à leur disposition des fiches numériques avec les consignes à suivre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traitement des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt de la station d'épuration en cas problème technique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de sa propre station d'épuration. En cas de pollution accidentelle, le prélèvement depuis le bassin vers la STEP est stoppé. Une analyse est effectuée pour déterminer la composition de l'effluent aqueux et déterminer le bon traitement à appliquer lors de la mise en route de la STEP. Tous les incidents sont consignés dans des fiches de suivi par le personnel en charge de la STEP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>